

Fournir une aide d'urgence à des militants ciblés est plus facile à dire qu'à faire



Photo : Des militants, des organisations de la société civile et des gestionnaires de fonds d'urgence lors de la rencontre "Attribuez des ressources à la résistance" de l'ICSW 2019.

Imaginez que vous dirigez une organisation féministe à but non lucratif en Egypte.

Votre travail consiste à autonomiser les femmes et à faire pression sur le gouvernement pour qu'il respecte et protège leurs droits. Dans une Egypte répressive, les autorités n'aiment pas ce que vous faites, et elles veulent que cela cesse. Elles vous attaquent donc en vous frappant d'une interdiction de voyager, en gelant tous vos avoirs et en vous accusant d'avoir reçu des fonds étrangers illégaux pour votre organisation de la société civile (OSC), ce qui pourrait vous conduire en prison à vie si vous êtes reconnu coupable par les tribunaux égyptiens, qui ont un parti pris notoire. Dans les interrogatoires agressifs et menaçants, les fonctionnaires font pression sur vous pour que vous fermiez votre OSC " volontairement ", sinon les choses pourraient empirer pour vous.

Alors, que faites-vous ? En tant que défenseur déterminé des droits, vous avez l'intention de contester cette atteinte à vos libertés fondamentales d'expression et d'association. Mais vous avez besoin d'aide et de ressources d'urgence pour riposter.

Une chose que vous pouvez faire, c'est de demander un financement d'urgence en cas de crise pour lancer une campagne juridique et sociale contre la menace de l'État.

C'est ce qu'a fait la responsable d'une OSC féministe égyptienne pour gérer avec succès un tel scénario. Les fonds rapidement déboursés lui ont permis de poursuivre son travail d'activiste tout en établissant un dialogue avec divers représentants du gouvernement sur l'importance de la société civile en Égypte et de lancer une campagne médiatique pour attirer l'attention et le soutien international. Résultat : elle et son organisation ont été libres de poursuivre leur travail.

Les subventions de crise, d'urgence et de résilience, également connues sous le nom de mécanismes de réponse rapide (MRR), sont devenues une bouée de sauvetage pour de nombreux militants, OSC et groupes, qui sont [de plus en plus la cible d'attaques et de violations sans précédent](#) des forces gouvernementales et non gouvernementales dans le monde, dans leurs efforts pour restreindre les libertés civiles et l'espace civique. Selon le [Monitor CIVICUS](#), une plateforme en ligne qui suit les menaces qui pèsent sur la société civile dans les pays du monde entier, 96% de la population mondiale vit dans des pays où leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ne sont pas correctement respectés et protégés.

Ces fonds sont conçus pour octroyer rapidement des subventions à court terme, d'un montant maximal de 10 000 dollars en moyenne, avec très peu de conditions à remplir. Cela permet aux personnes et aux organisations ciblées de réagir efficacement aux menaces et d'effectuer leur travail même dans des espaces très restreints et fermés.

"Les fonds d'urgence constituent un filet de sécurité crucial pour ceux qui s'exposent à un risque accru afin de repousser les menaces contre la société civile. Et nous avons vu que les régimes répressifs - et même moins répressifs - n'hésitent pas à entraver, attaquer et violer les droits des défenseurs des droits humains," explique Mindy Michels, directrice du [Freedom House Emergency Assistance Program](#), qui a fourni une assistance d'urgence à plus de 3 500 défenseurs des droits humains, organisations de la société civile et victimes de persécution religieuse dans 110 pays et territoires.

La bonne nouvelle, c'est que le recours aux [mécanismes d'intervention rapide est à la hausse](#) et qu'un plus grand nombre de donateurs locaux et internationaux, d'organismes d'aide et de réseaux de défense des droits humains ont la [volonté d'accorder des subventions d'urgence](#) aux OSC, aux mouvements et groupes à risque. Mais le défi consiste souvent à obtenir l'argent et le leur faciliter - quelque chose de plus difficile, plus long et plus risqué qu'on ne le pense.

Les fonds d'urgence et d'intervention rapide sont souvent confrontés à des obstacles géographiques, logistiques et juridiques qui ralentissent leur intervention et leur impact. Réunis à l'occasion de la [Semaine internationale de la société civile 2019](#), plus de 40 OSC, mécanismes d'intervention rapide, militants et défenseurs des droits humains ont discuté des difficultés à fournir un soutien rapide lorsqu'ils sont confrontés à des barrières de langues, de la capacité du personnel à traiter les demandes, de problèmes bancaires et de vérifications difficiles concernant les personnes affectées et les OSC.

Alors que certains gestionnaires de fonds disent que cela pourrait être fait en seulement 24 heures lorsque toutes les conditions sont réunies, la plupart conviennent que cela peut prendre quelques semaines ou quelques mois.

La sécurité est un autre défi majeur. "La priorité absolue pour les fonds d'urgence est de fournir l'aide sans exposer les gens à plus de risques", a souligné M. Michels. Mais cela est devenu plus difficile à mesure que de plus en plus d'organisations travaillent dans des espaces civiques restreints ou fermés, où les militants risquent l'emprisonnement et des représailles, et où les OSC opèrent illégalement ou font face à des restrictions sur le financement étranger. Selon un récent rapport [d'Amnesty International](#), au moins 50 pays ont adopté ces dernières années des lois arbitraires limitant le travail des OSC et leur accès au financement.

Les fonds de portée mondiale, y compris le [Fonds de réponse aux crises \(CRF\)](#) créé par l'alliance mondiale de la société civile CIVICUS et qui a octroyé 350 subventions, se heurtent à des obstacles de visibilité et à des difficultés pour atteindre les OSC minoritaires et les groupes de base dans différentes régions, notamment en raison de la dépendance excessive des processus numériques qui excluent les groupes vulnérables aux attaques.

Que peut-on faire ?

Il est urgent d'adopter des approches novatrices et d'accroître la collaboration pour relever ces défis et faire en sorte que les mécanismes d'intervention rapide fonctionnent mieux, plus rapidement, plus sûrement et de manière plus inclusive.

"Les menaces sont plus grandes que nous. Nous ne pouvons pas travailler seuls", a déclaré Sander Laban, spécialiste du plaidoyer chez Hivos. Ils dirigent le [Digital Defenders Partnership](#) (DDP), qui fournit à la fois un soutien technique et des subventions d'urgence occasionnelles et durables pour atténuer les urgences numériques, destinées aux journalistes, blogueurs, activistes et OSC.

En 2018, Digital Defenders a aidé 3 000 personnes et 250 organisations dans le monde entier, qui faisaient face à une menace numérique. Tout le monde n'a pas reçu une subvention d'urgence, mais ils ont reçu un soutien holistique de la part de leurs réseaux locaux et régionaux. DDP travaille également en étroite collaboration avec d'autres fonds et partenaires stratégiques afin de sensibiliser, d'atteindre un plus grand nombre de personnes attaquées et même d'aider les cas qui ne relèvent pas de leur mandat mais qui pourraient être pris en charge par un autre fonds.

Une plus grande coordination entre les fonds existants et les donateurs, une collaboration plus étroite avec les collectivités, l'établissement de réseaux locaux plus solides, l'utilisation accrue de la technologie et la réflexion sur d'autres types de soutien que l'argent sont des mesures qui, de l'avis des participants, pourraient aider ces fonds. Ces mesures pourraient en effet accélérer les délais d'exécution, fournir les ressources de manière pertinente, jeter des ponts pour les fournir dans des situations difficiles ; et

même aider à percevoir une potentielle crise civile, ou encore travailler activement à créer les moyens de fournir des secours en urgence.

Cela pourrait améliorer la contribution des fonds d'intervention rapide aux victoires en matière de droits de l'homme dans le monde entier. Cet appui a conduit à l'amendement et à l'abrogation de lois et de projets de loi qui menacent la société civile, les militants et les défenseurs des droits humains en Zambie, au Nigeria, en Mongolie, en République démocratique du Congo et en Moldavie, par exemple.

FIN.

Lesego Moshikaro est analyste de données et chercheur sur les fonds de réponse rapide chez CIVICUS ; Yessenia Soto est responsable de l'engagement communautaire sur les ressources de la société civile chez CIVICUS.

Il s'agit d'une version étendue de l'éditorial "[Los activistas atacados necesitan ayuda urgente](#)", publié dans le journal espagnol El País.